

LA DÉPÊCHE

COURRIER DU SOIR.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Prix de l'abonnement :

Pour un mois.	1 50
Pour trois mois.	4 "
Pour six mois.	8 "
Pour un an.	16 "

AVIS.

Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration doit être adressé **FRANCO** à M. L. Chambelland, rédacteur en chef, au bureau du journal.

PARIS.

Nous recevons la lettre suivante que nous croyons devoir publier sans réflexions. On jugera par les nouvelles de Lyon jusqu'à quel point les sentiments qu'elle exprime sont opportuns.

A M le Rédacteur de la Dépêche.

Monsieur le rédacteur, où allons-nous? Les dépêches de Lyon sont désespérantes, elles sont incroyables. Un jeune proconsul, chargé par le gouvernement issu des barricades de février d'aller proclamer dans la seconde ville de la République l'ère de la liberté, vient de se livrer à des actes dont l'énormité dépasse en arbitraire et en tyrannie tout ce que les ennemis les plus déclarés du nouvel ordre de choses auraient pu souhaiter de plus favorable à leur cause.

Est-il croyable qu'un mois après la chute du ministère Guizot, un délégué du pouvoir intérimaire auquel la France obéit sans murmure, ait pu dire aux habitants de Lyon : Vos impôts sont doublés ; vos propriétés sont grevées selon mon bon plaisir ; vous ne pouvez plus disposer de votre argent, et vous serez fouillés, vous, citoyens libérés d'hier, par les sbires de l'octroi à votre sortie de la cité ; on extraira de vos poches l'argent que vous y aurez serré, on le comptera, et si la somme dont vous êtes porteurs dépasse le chiffre qu'il m'a convenu de fixer, saisie en sera faite, et en remplacement de cette valeur qui est la vôtre, de ce bien que vous avez amassé à la sueur de votre front, vous accepterez, bon gré, malgré, un papier monnaie contre lequel âme qui vive ne consentira à vous donner du numéraire en échange?

Et c'est avec ces procédés à la Cartouche et à la Mandrin que l'on prétend ranimer le crédit, fonder le gouvernement républicain et le faire respecter et chérir ! Et c'est par des violences aussi inouïes que l'on procède à l'enfantement de la liberté ; c'est au moyen d'aussi odieuses vexations que l'on entreprend de rétablir la confiance, d'arrêter le retrait du numéraire, d'encourager les travaux et d'empêcher la fuite des citoyens opulents !

La Convention est dépassée, moins les échafauds et les mitraillades ; mais ne désespérons pas, le citoyen Arago a bien débuté, et pour peu que le peuple lyonnais s'avise de se montrer récalcitrant, le délégué couronnera sans doute une œuvre si énergiquement commencée. Lyon méritera peut-être bientôt une fois encore le nom de VILLE AFFRANCHIE.

Si un second acte du même genre se reproduit quelque part et si le Gouvernement, justement offensé d'une conduite aussi inqualifiable, ne s'empresse pas d'en manifester bien haut sa juste indignation, je ne crains pas de le dire, c'en est fait du Gouvernement républicain, il marche fatalement à sa décadence et à sa ruine.

Sur d'autres points du territoire les allures des citoyens délégués, sans être aussi effrontément tyranniques, ont blessé vivement les populations, et c'est remplir le devoir d'un bon citoyen que d'adjurer les membres du Gouvernement provisoire de mettre un frein à ce débordement de despotisme dont une publi-

cation officielle mal interprétée a pu malheureusement autoriser l'essai.

Agréez, M. le rédacteur, l'assurance de mes sentiments tout patriotiques.

Un Republicain provisoire.

Actes officiels.

Le ministre de l'intérieur vient de prendre l'arrêté suivant :

Considérant que si l'État doit au peuple le travail qui le fait vivre, il doit aussi encourager tous les efforts tendant à le faire participer aux jouissances morales qui élèvent l'âme ;

Considérant que les représentations des chefs-d'œuvre de la scène française ne peuvent que développer les bons et nobles sentiments ;

Arrête :

Le commissaire du Gouvernement près le théâtre de la République est autorisé à donner gratuitement, et à des époques rapprochées, des représentations nationales. Ces représentations seront composées des ouvrages des maîtres de la scène française, interprétés par l'élite des artistes du théâtre. Dans les entre actes, des masses musicales exécuteront des airs et des chants nationaux.

La salle sera divisée en stalles numérotées. Chaque stalle aura son billet. — Ces billets seront envoyés par portion égale et par coupons de 2 places aux douze municipalités, à l'Hôtel-de-Ville et à la préfecture de police, pour être distribués dans les ateliers, les clubs, les écoles, aux citoyens les plus pauvres. — Là ils seront tirés au sort.

Paris, ce 24 mars 1848. LEDRU-ROLLIN.

LES GARDIENS DE PARIS.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il est du plus grand intérêt d'organiser sur de nouvelles bases un corps spécial chargé de veiller à la sécurité publique, à l'ordre, à la circulation des rues, au maintien, jusqu'à nouvel ordre, des règlements relatifs à la grande et petite voirie,

Décète :

Article 1^{er}. Il sera créé, par les soins du ministre de l'intérieur et du maire de Paris, un corps spécial sous le titre de Gardiens de Paris.

Art. 2. Ces gardiens ne seront point armés.

Art. 3. Ils auront pour mission de veiller à la paix publique, à la conservation des établissements nationaux et des propriétés privées. Ils exerceront une protection bienveillante envers toutes les personnes qui en auront besoin, leur caractère devant être, en général, aux yeux du Gouvernement provisoire, une sorte de magistrature populaire.

Art. 4. Ces gardiens seront assez nombreux pour que chacun d'eux puisse veiller à la sûreté de 60 à 100 maisons.

Art. 5. Une taxe spéciale fournira aux frais de création et d'entretien des gardiens de Paris. Cette taxe sera établie de manière à peser seulement sur les propriétaires et les locataires dont le loyer s'élève à plus de 4,000 fr. par an.

Art. 6. Le maire de Paris et le ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 22 mars 1848.

Nouvelles étrangères.

DEPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

24 mars.

Le bruit court sur la frontière que le roi de Prusse est en fuite et que la république a été proclamée à Berlin.

POLOGNE.

La Gazette de Breslaw annonce que les troupes autrichiennes ont été chassées de Cracovie et que la République y a été proclamée.

On annonce qu'un mouvement a éclaté à Varsovie et qu'une partie des troupes a passé du côté du peuple.

ITALIE.

INSURRECTION EN LOMBARDIE.

Nous apprenons de la meilleure source que la Lombardie est en pleine insurrection.

Dès la première nouvelle des événements de Vienne, les habitants de Milan se sont transportés devant le palais de l'archiduc Reynier, vice-roi, et ont demandé la délivrance des prisonniers politiques.

L'archiduc Reynier s'était déjà éloigné.

Les prisonniers ne furent pas rendus.

25,000 insurgés armés sont alors descendus dans la rue.

Nouvelles des départements.

LYON.

On lit dans le *Salut public* de Lyon du 21 mars :

« Des ordres ont été donnés aux barrières de la ville pour empêcher la sortie du numéraire, qui depuis quelques jours sortait, dit-on, par groupes en quantité notable. Les employés de l'octroi doivent, à cet effet, visiter les voitures, et les chefs de postes de la garde nationale ont été prévenus qu'à l'occasion ils devront prêter main-forte.

« Un arrêté de M. E. Arago, affiché hier, décide en effet que chaque personne quittant la ville ne peut emporter une somme en numéraire au-dessus de 500 fr., à moins d'en justifier l'emploi et la destination auprès de l'autorité. Si cette justification ne peut être faite, la somme retenue sera échangée contre une valeur égale en billets de la Banque de Lyon. »

Le décret ci-dessous a jeté la stupeur dans la ville de Lyon.

« Considérant que la perturbation qui existe dans les relations commerciales se fait sentir particulièrement dans la ville de Lyon et les communes suburbaines ;

« Considérant qu'il y a urgence de parer autant que possible à la suspension du travail, d'ouvrir des chantiers nationaux pour les ouvriers sans ouvrage, et que les ressources ordinaires sont insuffisantes ;

« Considérant que les mesures exceptionnelles qu'il importe de prendre à cet égard doivent s'appliquer à tous, et que les charges extraordinaires qu'il s'agit de créer doivent être supportées proportionnellement par les citoyens qui en ont été exemptés jusqu'à ce jour, arrête :

« Art. 1^{er}. Un impôt extraordinaire, égal au chiffre des quatre contributions directes pour l'année 1848, est établi ; il sera exigible par moitié : la première le 20 de ce mois, la seconde à première réquisition.

« Art. 2. Sont exceptées de cette mesure : 1^{re} les cotes mobilières et personnelles au-dessous de 25 fr. ; 2^{de} les patentes au-dessous de 100 fr. ; 3^{de} les portes et fenêtres des citoyens compris dans les deux exceptions ci-dessus.

« Art. 3. A dater du 20 mars courant, un impôt supplémentaire sera fixé pour les capitalistes, dans la ville de Lyon et les communes suburbaines, et perçu comme l'impôt extraordinaire ci-dessus arrêté.

« Un jury d'appréciation, choisi dans les diverses professions, sera chargé de déterminer la quote-part contributive des citoyens compris dans le présent article.

« Art. 4. Les impôts directs ordinaires de 1848 continueront à être perçus suivant les règles établies.

« Le Commissaire du Gouvernement provisoire dans le département du Rhône,

EMMANUEL ARAGO. »

PROJET D'ORGANISATION DU TRAVAIL.

A partir de ce jour, la Commission se trouve composée de dix délégués des ouvriers et de dix délégués des patrons, représentant les diverses industries parisiennes. Ont été appelées à la séance du 20 mars plusieurs personnes connues par la spécialité de leurs études, et choisies de telle sorte que toutes les théories, tous les intérêts pussent être interrogés dans ce solennel débat.

M. LOUIS BLANC. — Citoyens, nous allons agiter le plus grand

problème des temps modernes. Nous avons fait appel à toutes les opinions, à toutes les lumières, afin que notre œuvre de justice commençât par l'impartialité.

Le mal présent est très grand; la nécessité du remède en sera mieux sentie.

Les entrepreneurs disent : « C'en est fait ! ce n'est pas seulement une monarchie, c'est une société qui s'en va. »

D'autre part, les ouvriers sont agités de pensées inquiètes : beaucoup ne veulent plus subir les anciennes conditions du travail.

Que faire ? Voici ce que nous proposons :

Aux entrepreneurs qui, se trouvant aujourd'hui dans des conditions désastreuses, viennent à nous et nous disent : « Que l'État prenne nos établissements et se substitue à nous, » nous répondrons : l'État y consent. Vous serez largement indemnisés. Mais cette indemnité qui vous est due, ne pouvant être prise sur les ressources du présent, lesquelles seraient insuffisantes, sera demandée aux ressources de l'avenir : l'État vous souscrira des obligations, portant intérêt, hypothéquées sur la valeur même des établissements cédés, et remboursables par annuités ou par amortissement. »

L'affaire ainsi réglée avec les propriétaires d'usines, l'État dirait aux ouvriers : « Vous allez travailler désormais dans ces usines comme des frères associés; pour la fixation de vos salaires, il y a à choisir entre deux systèmes, ou des salaires égaux ou des salaires inégaux; nous serions partisans, nous, de l'égalité, parce que l'égalité est un principe d'ordre qui exclut les jalousies et les haines. »

On pourra nous objecter : « L'égalité ne tient pas compte des aptitudes diverses. » Mais, selon nous, si les aptitudes peuvent régler la hiérarchie des fonctions, elles ne sont pas appelées à déterminer des différences dans la rétribution. La supériorité d'intelligence ne constitue pas plus un droit que la supériorité musculaire; elle ne crée qu'un devoir. Il doit plus, celui qui peut davantage : voilà son privilège !

On pourra objecter encore : « L'égalité tue l'émulation. »

Rien de plus vrai dans tout système où chacun ne stipule que pour soi, où les travailleurs ne sont que juxtaposés, n'agissent qu'à un point de vue purement individuel, et n'ont aucune raison d'établir entre eux ce que j'appellerai le **POINT D'HONNEUR DU TRAVAIL**. Mais qui ne sent que, parmi les travailleurs associés, la paresse aurait bientôt le caractère d'infamie qui, parmi des soldats réunis, s'attache à la lâcheté ? Qu'on plante dans chaque atelier un poteau, avec cette inscription : « Dans une association de frères qui travaillent, tout paresseux est un voleur. »

Nous ajouterons, en faveur du système de l'égalité dans la rétribution, cette considération décisive à nos yeux : l'élection devant seule désigner, devant les travailleurs associés, les directeurs des travaux, l'égalité du salaire prévient les candidatures que susciterait la convoitise dans le système d'inégalité. La capacité, alors, recherchera seule des devoirs plus difficiles : toute ambition sordide sera écartée d'avance, et le déclassement des aptitudes sera prévenu.

Du reste, que l'un ou l'autre système l'emporte dans la distribution des salaires, une fois ce point réglé, vient la question de l'emploi des bénéfices du travail commun.

(La suite à demain.)

GARDE NATIONALE. — EMPLOI DES COTISATIONS.

Mairie de Paris.

Au général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine.

Général,

Les compagnies actuelles de la garde nationale possèdent des fonds de cotisations volontaires qui s'élèvent à des sommes considérables.

Ces fonds communs avaient une destination que le dédoublement des compagnies ne permet pas de leur conserver. Je propose de leur en donner une qui, je l'espère, sera selon le vœu des compagnies : c'est de les centraliser à l'état-major de chaque légion, pour venir en aide à ceux des gardes nationaux non habillés qui ne pourraient pas immédiatement faire les frais de l'uniforme et de l'équipement.

Un généreux citoyen, M. Huicque, s'est fait, dans les journaux, l'organe d'un grand nombre de citoyens qui, pour alléger les sacrifices imposés à la ville, demandent qu'il soit formé un fonds d'avance à cet effet, offrant de rembourser, par à-comptes mensuels, le prix de l'uniforme qu'ils auraient reçu.

Des sentiments si honorables m'ont paru mériter votre prise en considération, et, en proposant d'employer le fonds des cotisations à réaliser le vœu qui vient d'être exprimé, je vais sans doute au-devant du désir des souscripteurs.

Salut fraternel.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris.

Signé ARMAND MARRAST.

Les sentiments républicains ne s'arrêtent point dans leur marche rapide; voici un appel au peuple belge que nous reproduisons textuellement :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Compatriotes,

Après le glorieux exemple de Paris et de la France, combien de temps encore subirez-vous le gouvernement anti-national qui vous a coûté le Limbourg et le Luxembourg ?

Resterez-vous les derniers à entrer dans la République européenne ?

L'alliance des peuples peut seule vous rendre la prospérité détruite par les entraves douanières.

En restaurant l'industrie par le débouché français.

Pour nous réunir à nos trois cent soixante mille frères, si lâchement livrés en 1839, vous n'avez qu'à changer un article de votre constitution.

Les patriotes, les démocrates les plus purs seront mis à la tête des affaires. Les sympathies du peuple français vous sont acquises et garantissent votre indépendance nationale sous la bannière d'une république amie et confédérée.

Respect aux personnes, aux propriétés, aux consciences.
« Vive la République belge ! — Vive la République française ! — Vive la République européenne ! »

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

La retenue de 5 p. 100, à opérer sur le net produit des valeurs remises à l'escompte au Comptoir national, sera faite sur tous les bordereaux admis, à quelque somme qu'il s'élève, jusqu'à ce que le capital à fournir par le commerce et l'industrie dans le Comptoir national ait été complété. C'est à tort qu'on avait annoncé que la mesure cesserait d'être appliquée après 10,000 fr. de valeurs remises.

Cette mesure maintient l'égalité entre les déposants, quelle que soit l'importance des bordereaux remis par eux à l'escompte.

Donations patriotiques.

M. Schmolle-Jacob, rue Montorgueil, 15, fait don à la République d'une somme de 100 fr.

Une jeune patriote offre à la République ses plus précieux joyaux.

M. Brunswick, rue Montorgueil, 65, offre 20 fr.

Les ouvriers et employés de la maison Lami, rue Montmarire, 82, font déposer par M. Leseoche, leur délégué, le produit d'une collecte montant à 107 fr.

Le Société des travailleurs du chemin de fer d'Orléans fait, à titre de don patriotique, l'abandon d'une journée de travail, et dépose entre les mains du Gouvernement 2,254 fr. 75 c.

M. Salmon, au nom de la Société des facteurs et factrices de la vente en gros de la marée, donne 600 fr.

Les ouvriers de la fabrique de pompes à incendie du citoyen Fland, rue Jean-Goujon, 17, donnent, à titre de don patriotique, une journée de travail s'élevant à 150 fr.

Nouvelles diverses.

— 24 mars. Ce matin une scène aussi importante que dramatique se passait aux Invalides. Le digne et brave général Petit, l'un des plus glorieux débris de l'empire, l'homme que Napoléon pressa dans ses bras dans la cour de Fontainebleau, et dont le nom est si justement populaire, était ramené à l'hôtel, dont il est le commandant, par M. Arago, le général Courtais, accompagné d'une suite nombreuse de gardes nationaux, d'officiers et de citoyens. Hier quelques imprudents, égarés sans doute par de mauvais conseils, avaient méconnu l'autorité d'un vieillard que le respect de toute l'Europe environne, et l'avaient forcé à quitter l'hôtel des Invalides pour aller demander asile à l'état-major de la garde nationale. Force est restée à l'ordre, aux acclamations d'une société considérable.

Une enquête va avoir lieu sur les faits de la journée d'hier, ainsi que sur l'administration intérieure de l'hôtel.

— Le comptoir national d'escompte, d'accord avec la Banque de France, vient de décider que la mesure prise de ne recevoir à l'escompte que des billets au-dessus de 500 fr. pour les villes où la Banque de France a des comptoirs, vient d'être annulée, et qu'à l'avenir les effets sur les villes à comptoirs de la Banque de France seront reçus, quelle que soit leur importance.

— Le capitaine Filippi est nommé gouverneur du château d'Amboise.

— Une députation des habitants de Belleville a apporté au Gouvernement provisoire une pétition signée de plus de 1,500 habitants de cette commune, ayant pour objet le maintien des élections à l'Assemblée nationale au 9 avril prochain.

— Le citoyen Félix Mornand, secrétaire du gouvernement provisoire, spécialement attaché, à ce titre, au service de publicité, est nommé commissaire du Gouvernement dans le département de l'Isère. Les citoyens Félix Mornand et Marion devront agir de concert, leurs pouvoirs étant égaux.

— Les invalides de la guerre, au nombre de 250 environ, viennent de faire, au nom de leurs camarades, acte d'adhésion au Gouvernement de la République, et lui présenter une pétition dans laquelle ils se plaignent, et demandent la réforme de plusieurs abus qui se sont, disent-ils, introduits dans l'administration de l'hôtel des Invalides, tant pour le personnel que pour le matériel.

— Quelques préposés à des caisses publiques ont refusé de recevoir des billets de banque des personnes qui se présentaient pour faire des versements. Le commissaire du Gouvernement près le Tribunal de la Seine, informé de ces faits, a requis contre ces préposés une instruction pour leur faire appliquer les peines prononcées contre ceux qui refusent de recevoir des monnaies et valeurs nationales.

— Lorsque, dans la matinée du 24 février dernier, la duchesse d'Orléans et ses deux jeunes fils quittèrent le château des Tuileries pour se rendre à la Chambre des députés, le duc de Nemours, on se le rappelle, l'accompagnait, vêtu de l'uniforme de lieutenant-général. Au milieu du tumulte qui termina la séance, le prince sauta par une fenêtre donnant des couloirs dans le jardin de la présidence, gagna les communs pour tenter de s'évader.

Ce fut alors que deux des combattants qui, de la place du Palais-Royal, s'étaient dirigés vers la Chambre, après le combat du poste du Château-d'Eau, lui donnèrent le moyen de se revêtir d'un uniforme de garde national dont l'un d'eux se dépouilla. Le duc de Nemours, en se déshabillant, remit à l'un de ces citoyens différents objets précieux dont il était porteur, entre autres une montre d'un grand prix, un couteau-poignard, une bague chevalière, une

bourse contenant plusieurs pièces d'or, une chaîne de cou et une chaîne de gilet; puis il partit en courant dans la direction de la rue de Bourgogne, où l'on sut plus tard qu'il était monté dans un cabriolet de régie.

Depuis lors, le duc de Nemours est passé en Angleterre, et les détails qui précèdent seraient demeurés inconnus, si la police, dans les actives recherches auxquelles elle se livre pour découvrir les auteurs de soustractions qui ont eu lieu dans la journée du 24 février, n'avait été mise sur la trace des bijoux provenant du duc de Nemours.

C'est ainsi qu'il est informé que c'était à un jeune ouvrier d'un horloger du quartier de la Chaussée-d'Antin que ces objets précieux avaient été remis, le préteur de police, M. Caussidière, a dû décerner contre lui un mandat de perquisition dont la mise à exécution a eu pour résultat de faire retrouver la presque totalité de ces objets. Leur détenteur, qui jouit du reste de la réputation d'un honnête et laborieux ouvrier, a protesté de l'intention où il n'aurait jamais cessé d'être de les faire parvenir au duc de Nemours. « Je ne m'en considérais pas comme légitime propriétaire, a-t-il déclaré, bien que j'eusse pu croire que son intention avait été de m'en faire don, car en me les remettant entre les mains il m'avait dit au milieu de son trouble, de les prendre, de les garder, n'ayant pas de poche dans l'uniforme qu'il venait de revêtir pour les serrer, et craignant que leur possession le compromît et le fit reconnaître s'il rencontrait quelque obstacle dans sa fuite. »

Le jeune ouvrier horloger, qui a été laissé libre, et dont on s'est contenté de recevoir les déclarations en plaçant sous scellés les objets qu'il s'empressait de représenter, a ajouté que dès le 23 février il avait raconté à son patron les faits tels qu'il venait de les dire, et qu'ayant eu l'intention d'écrire à la reine Marie-Amélie il avait préparé un brouillon de lettre qu'il n'avait pas recopiée, ne sachant où et comment la faire parvenir, mais dans laquelle il la priait qu'il tenait à la disposition du duc de Nemours les objets que le prince lui avait remis dans sa fuite, sauf les quelques louis trouvés dans la bourse, dont le manque d'ouvrage l'avait obligé de disposer, mais qu'il lui restituerait dès que les travaux reprendraient. Procès-verbal a été dressé et transmis au parquet.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

L'instruction relative aux soustractions de livres et de manuscrits des bibliothèques de l'État, imputées à M. Libri, s'est poursuivie aujourd'hui; de nouvelles perquisitions ont eu lieu et de nombreuses saisies ont été opérées. Un des commissaires spéciaux du bureau des délégations de la préfecture de police, M. Foucault, s'étant présenté, porteurs de mandats de M. le juge d'instruction Hatton, au domicile du sieur C..., rue de l'Est, y a trouvé trente volumes paraissant avoir été soustraits dans les bibliothèques publiques, lesquels ont été placés sous scellés. Le même commissaire de police a saisi, dans le domicile abandonné par M. Libri, rue d'Enfer, 45, dix mille volumes, et vingt mille autres dans un second appartement qu'il avait loué quelques maisons plus bas, rue d'Enfer, 78. Chez un sieur V..., relieur, on a également saisi trente volumes précieux que M. Libri lui avait confiés pour en faire, suivant la prévention, dénaturer la reliure, et enfin, chez un autre relieur, deux caisses de livres qui lui avaient été remises dans le même but ont été mises sous le scellé, après le procès-verbal dressé de leur contenu.

Bulletin de la Bourse de Paris du 24 Mars.

FONDS FRANÇAIS.	4 ^e C.	Pl. h.	Pl. b.	Dernier.
Trois 0/0 comptant.	49 50	»	»	48 »
— fin courant.	»	»	»	»
Trois 0/0 1844, comptant.	»	»	»	»
— fin courant.	»	»	»	»
Trois 0/0 (nouvel emprunt).	»	»	»	»
— fin courant.	»	»	»	»
Quatre 0/0 comptant.	»	»	»	»
Quatre 1/2 comptant.	»	»	»	»
Cinq 0/0 comptant.	»	»	»	»
— fin courant.	68 »	»	»	72 75

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain, act. 500 f.	350 »	Orléans à Bordeaux, act. 500f.	» »
— Oblig., 1840, j. juillet.	» »	Nord, act. 500 f.	340 »
— — 1840, —	» »	Montereau à Troyes, act. 500	» »
Versailles, rive dr., act. 500 f.	445 »	Paris à Lyon, act. 500 f.	304 25
— Oblig., 4000 f., j. juillet.	» »	Paris à Strasbourg, act. 500 f.	345 »
— — 4050 f.	» »	Tours à Nantes, act. 500 f.	335 »
Versailles, rive g., act. 500 f.	407 50	Dieppe et Fécamp, act. 500 f.	» »
Paris à Orléans, act. 500 f.	680 »	Bordeaux à La Teste, act.	» »
— Oblig., 4 0/0, j. juillet.	» »	Paris à Soaux, act. 500 f.	» »
Paris à Rouen, act. 500 f.	430 »	Montpellier à Cette, act. 500f.	» »
— Oblig., 4 0/0 j. juillet.	» »	Grand Combe	» »
Rouen au Havre, act. 500 f.	222 50	Andrézieux à Roanne.	» »
— Oblig., 4050 f., j. sept.	» »	Charleroy à la front. de France	» »
Marseille à Avignon, act. 500	275 »	Anvers à Gand.	» »
Strasbourg à Bâle, act. 500 f.	87 50	Malhouse à Thann.	» »
Orléans à Vierzon, act. 500 f.	» »	St-Etienne à Lyon, act. 5000	» »
Boulogne à Amiens, act. 500f.	» »	Lyon à Avignon.	» »

BANQUES, CAISSES, CANAUX.

Banque de France.	4600 »	Comptoir H. Ganneron.	» »
Bons du Trésor.	32 %	Caisse Baudouin.	» »
Ville de Paris, rente 5 0/0.	» »	Caisse hypothécaire.	» »
— Obligations de 4000 f.	4000 »	— Obligat. de 500 f. à 4 0/0.	» »
Banque de Belgique, 1835.	» »	Quatre Canaux.	» »
— — 1844.	» »	Trois Canaux.	» »
Banque d'Alger.	» »	Canal de Bourgogne.	» »
Caisse Gouin, act. 4000 f.	» »	Canal de Sambre à l'Oise.	» »

SIRRASSE, gérant.

EAU BROCCHERI

Guérison subite, sans aucune opération chirurgicale, des brûlures, coupures, contusions et blessures.

Un dépôt se trouve dans chaque abattoir de la ville de Paris, et chez M. BROCCHERI, rue Louis-le-Grand, 23.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 41, rue de la Monnaie.